



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 32 – 24 juin 2022

Danemark

Danske Bank craint une récession.

L'économie du Danemark pourrait connaître un ralentissement majeur dans les mois à venir, d'après la première banque du pays. Dans son nouveau rapport, publié mardi 21 juin, Danske Bank table sur une croissance ralentie (+0,7% en 2023), une baisse des prix de l'immobilier (-6% d'ici fin 2023) et une augmentation du nombre de chômeurs, sur fond de hausse significative de l'inflation et des taux d'intérêt. « Nous aurons une sorte de crise économique, même si elle sera de faible ampleur », a indiqué Las Olsen, économiste en chef. Ce tableau pessimiste pourrait être amené à se dégrader davantage en cas de crise de l'approvisionnement énergétique, un scénario jugé, lundi 20 juin, de plus en plus probable par l'Agence danoise de l'énergie (*Energistyrelsen*) du fait des incertitudes marquées entourant les livraisons de gaz russe.

1 milliard de DKK (134 M€) pour «révolutionner le système de santé danois».

L'Organisation des régions danoises (*Danske Regioner*) et la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*) ont annoncé mi-juin le lancement d'un « Fonds technologique pour un Danemark plus sain » (*Teknologifonden for et sundere Danmark*), destiné à « financer des projets pionniers au bénéfice des patients, des professionnels de la santé et de l'industrie des sciences de la vie », pour un montant avoisinant les 0,05% du PIB. Fondée sur une collaboration accrue entre le service public et les acteurs privés,

l'initiative ambitionne d'accélérer l'adaptation d'un secteur mis sous pression par la forte hausse de la demande de soins, dans un contexte de vieillissement de la population et de pénurie de personnel soignant. « Nous misons sur le développement de la technologie et de l'intelligence artificielle pour assurer une détection précoce des maladies chroniques, améliorer les traitements à domicile et réduire les admissions à l'hôpital », a précisé Anders Kühnau, président de Danske Regioner. Des négociations ont été ouvertes avec le Gouvernement afin de préciser les contours économiques de ce nouveau projet.

Le Danemark vole au secours de SAS.

Le ministre des Finances Nicolai Wammen a dévoilé vendredi 10 juin les contours du nouveau plan de sauvetage de la compagnie aérienne scandinave, empêtrée dans des difficultés financières majeures après une nouvelle perte d'environ 1 Md DKK (134 M€) au deuxième trimestre 2022. Adopté par une majorité transpartisane au Parlement (*Folketinget*), l'accord prévoit l'effacement de près de 3,5 Mds DKK (469 M€) de dettes et ouvre la voie à une augmentation de la participation de l'État danois au capital du groupe, actuellement située à 21,8%. « Nous envisageons d'en posséder entre 22% et 30%, afin de préserver au mieux les intérêts danois, notamment l'accessibilité au reste du monde et le rôle de l'aéroport de Copenhague », a détaillé Nicolai Wammen. Le ministre des Finances a toutefois précisé que ces annonces ne constituaient nullement un blanc-seing, invitant l'entreprise à agir au plus vite pour réduire son

endettement et retrouver le chemin de la rentabilité, notamment par l'entrée au capital de nouveaux investisseurs privés. Ces annonces interviennent quelques jours après la décision du gouvernement suédois, également actionnaire de SAS à hauteur de 21,8%, de ne plus injecter d'argent frais dans la compagnie aérienne.

Le Danemark désigné pays le plus compétitif du monde.

Le Royaume s'est hissé pour la première fois de son histoire en tête du World Competitiveness Yearbook, devançant la Suisse, Singapour, la Suède et Hong Kong, au terme d'une enquête conduite dans plus d'une soixantaine de pays. Fondé sur 333 critères de compétitivité, incluant le cadre institutionnel, la qualité des infrastructures, le développement numérique ou encore la durabilité environnementale, le classement, établi par l'Institute for Management Development (IMD) de Lausanne, évalue depuis 1989 la capacité des différentes économies à assurer une création de valeur à long-terme. Le Danemark se distingue notamment par des scores élevés en matière de résilience économique, d'ordre public, de responsabilité sociale, d'absence de corruption, d'ouverture commerciale et de formation des employés. « Cette première place montre qu'à bien des égards, nous avons une société qui

fonctionne incroyablement bien et des entreprises très solides », a réagi Allan Sørensen, économiste en chef de la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*).

Jyske Bank reprend les activités danoises de Handelsbanken.

Le troisième créancier du Danemark a annoncé lundi 20 juin la conclusion d'une opération financière avec l'établissement suédois de prêts hypothécaires, actuellement à la tête de 43 succursales et 600 employés dans le Royaume. La transaction, dont le montant exact n'a pour l'heure pas été divulgué, comprendrait plus de 130 000 clients, 66 Mds DKK (8,8 Md€) de prêts et 36 Mds DKK (4,8 Md€) de dépôts, selon les termes du communiqué de presse. « La fusion nous permettra de renforcer la position de la banque sur le marché et sa compétitivité à long terme », a précisé Anders Dam, PDG de Jyske Bank. L'opération pourrait permettre de dégager des synergies d'environ 300 M DKK (40 M€) par an et engendrer une augmentation du bénéfice de 10% à horizon 2024, d'après les calculs effectués par l'établissement. Financée par un prélèvement sur les réserves ainsi que l'émission d'obligations, la transaction devrait être achevée au quatrième trimestre 2022, après approbation des autorités réglementaires.

Finlande

Le gouvernement révisé ses prévisions de croissance et d'inflation.

Le ministère des Finances a publié la semaine dernière ses dernières prévisions économiques, indiquant que la croissance du PIB de la Finlande en 2022 serait de 1,4%, et de 1,1% en 2023, contre respectivement 1,5% et 1,7% dans ses prévisions de printemps. En 2024, la croissance serait de 1,3%. L'inflation, quant à elle, devrait atteindre une moyenne annuelle de 5,8% en 2022, puis tomber à 2,7% en 2023. Selon le ministère des Finances, ces prévisions de croissance revues à la baisse, pourraient se détériorer davantage, en fonction des effets de la hausse de l'inflation sur la consommation des ménages. Pour mémoire, l'indice de confiance des consommateurs (*consumer confidence indicator*), qui reste un indicateur pertinent, était en avril 2022 à son plus bas niveau depuis le déclenchement de la crise COVID en avril 2020. La Banque de Finlande a également réévalué ses prévisions économiques, qui s'avèrent être moins optimistes que celles du ministère des Finances, avec une croissance de

1,7% en 2022 mais qui serait de 0,5% en 2023. La Banque de Finlande prévoit en outre un taux d'inflation de 5,6% en 2022 et 2,4% en 2023.

La start-up finlandaise *Leadfeeder* fusionne avec l'Allemand *Echobot*.

Ces deux entreprises, qui seront réunies désormais sous une seule et même entité, sont spécialisées dans le développement de logiciels basés sur l'IA favorisant la mise en contact entre entreprises et les processus de ventes inter-entreprises. Ces solutions permettent, par exemple, à un groupe d'identifier avec précision les entreprises qui visitent son site internet. La nouvelle société ainsi formée emploiera 250 personnes et aura son siège en Allemagne, bien que le bureau et le personnel de *Leadfeeder* restent en Finlande. L'entité commune a déjà bénéficié d'un premier investissement de 180 M€ de la part du fonds américain de capital-investissement *Great Hill Partners*. Ce dernier s'est par ailleurs engagé à apporter 50 M€ supplémentaires pour soutenir la croissance du groupe finno-allemand.

Islande

Le gouvernement prend des mesures pour réduire l'inflation et le déficit.

Le gouvernement a l'intention de prendre diverses mesures pour réduire l'inflation et le déficit, pour un montant total de 0,7% du PIB, soit 26 Mds ISK (189 M€). Les propositions concernent notamment une augmentation de la taxation des voitures, une réduction moindre sur les taxes sur l'alcool et le tabac dans les Duty Free des aéroports, une réduction permanente des frais de déplacement pour les employés de l'État et une réduction des contributions aux organisations politiques. Le gouvernement a indiqué qu'il est également prévu qu'à partir de 2024, des recettes supplémentaires soient collectées auprès des touristes parallèlement au développement des infrastructures et à la gestion des flux croissants de touristes dans le pays. Les propositions seront développées dans leur intégralité dans la proposition de budget 2023.

La Banque centrale abaisse le ratio prêt-valeur pour les primo-accédants.

Face à la hausse des prix de l'immobilier, le Comité de stabilité financière de la Banque centrale d'Islande a pris des mesures pour limiter la prise de risque sur le marché de l'immobilier. Ainsi, la Banque centrale d'Islande a décidé d'abaisser de 90 à 85% le ratio prêt/valeur des prêts hypothécaires pour les primo-accédants. Cela signifie que les acheteurs devront posséder au moins 15% de la valeur du bien qu'ils souhaitent acquérir. Le ratio pour les autres acheteurs restera de 80%. De plus, les primo-accédants ne pourront pas contracter des emprunts hypothécaires dont la charge représente plus de 40% du revenu. Ce seuil reste à 35% pour les autres acquéreurs.

La Banque centrale islandaise relève son taux directeur.

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Islande a décidé de relever les taux d'intérêt de la Banque d'un point de pourcentage le 22 juin pour atteindre 4,75%. Les taux d'intérêt

ont augmenté de quatre points de pourcentage au total depuis mai de l'année dernière, lorsque la Banque centrale a commencé à relever les taux. Une déclaration du Comité de politique monétaire suggère que de nouvelles hausses de taux d'intérêt pourraient être à venir afin de ramener l'inflation vers l'objectif de 2,5%.

Les dépenses par cartes des Islandais à l'étranger n'ont jamais été aussi élevées.

Le chiffre d'affaires total des cartes de paiement islandaises dans les magasins et pour les services à l'étranger au mois d'avril s'est élevé à un peu plus de 21,5 Mds ISK (156 M€), soit le montant le plus élevé depuis le début des relevés en 1997. Le chiffre d'affaires a augmenté de près de 12,4 Mds ISK (90 M€) par rapport à l'année dernière, selon une annonce du *Center for Retail Studies*. Le chiffre d'affaires total des cartes le mois dernier, tant en Islande qu'à l'étranger, s'est élevé à près de 106,8 Mds ISK (775 M€), soit une augmentation de 23,7% d'une année sur l'autre. Sur ce montant, le chiffre d'affaires des cartes des Islandais en Islande s'élevait à 87,7 Mds ISK (637 M€), tandis que celui des touristes étrangers s'est élevé à un peu plus de 19 Mds ISK (138 M€) le mois dernier.

La phase 3 du Master Plan enfin approuvée au Parlement.

La troisième phase du plan directeur pour la planification énergétique de l'Islande a été adoptée par le Parlement. Depuis 2016, quatre ministres avaient tenté à quatre reprises de faire adopter par le Parlement la troisième phase, sans succès. Le plan classe en trois catégories (zones protégées, zones à étudier ou zone autorisée), les projets de production d'énergie. Parmi les projets controversés, Kjalölduveita et Héraðsvötn (deux projets de centrales hydroélectriques) ont été déplacés de la catégorie lieux protégés à lieux à étudier tandis que Skrokkalda et les centrales électriques de la partie inférieure de la rivière Þjórsá passent de la catégorie « utilisation

autorisée » à la catégorie « à étudier ». Par ailleurs, deux projets éoliens apparaissent pour la première fois dans le plan et dans la catégorie « zone autorisée » à Búrfellslundur et Blöndulundur.

Le gouvernement propose la levée des droits de douanes sur les importations venues d'Ukraine.

Le ministre des Finances et des Affaires économiques, Bjarni Benediktsson, a présenté un projet de loi modifiant la loi sur les taxes douanières visant à supprimer temporairement les droits de douane sur les marchandises entièrement originaires d'Ukraine. Si la proposition est approuvée, la levée des droits de douane sera valable jusqu'à fin mai 2023.

Retour à la normale du trafic aérien.

Depuis le début de cette année, le trafic aérien représente près de 90 % de ce qu'il était à la même période en 2019. Selon Kjartan Briem, PDG d'Isavia ANS, le trafic était aussi élevé la semaine du 13 juin qu'il l'était en moyenne en juin 2019.

Icelandair ajoute quatre Boeing 737 MAX à sa flotte.

Icelandair a signé une lettre d'intention pour l'achat de quatre Boeing 737 MAX. Les avions ont été fabriqués en 2018 et devraient être livrés à l'automne 2022. Avec cet ajout, la société disposera de dix-huit appareils 737 MAX en service. Icelandair avait déjà conclu un accord avec Dubai Aerospace Enterprise (DAE) au début de l'année pour la location à long terme de deux nouveaux Boeing 737 MAX 8.

L'opinion islandaise est favorable à l'Union européenne.

Près de la moitié des Islandais (48,5 %) se disent favorables à l'adhésion à l'Union Européenne et un peu plus d'un tiers s'y opposent (34,9 %), tandis que 16,7% ont déclaré ne pas avoir d'opinion selon une nouvelle enquête menée par Prósent. Au cours de la dernière décennie, les enquêtes ont généralement montré environ 30 % de soutien à l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne et entre 40 et 50 % d'opposition. Cette nouvelle enquête est la deuxième de l'année qui montre que plus de personnes sont favorables que défavorables à l'adhésion à l'UE.

Norvège

La Norvège accroît son aide à l'Ukraine et pour l'accueil des réfugiés.

Le ministère de la Défense norvégien a annoncé un don à l'Ukraine de 22 canons d'artillerie automoteurs M109 de calibre 39, ainsi que de munitions et de pièces détachées. Le 15 juin, le ministre de la Défense Gram a affirmé que la Norvège envisageait de nouvelles livraisons d'armes à l'Ukraine. Enfin, le 16 juin, les députés norvégiens ont accepté, avec une très large majorité, la demande d'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. Concernant l'accueil de réfugiés ukrainiens, près de 18 500 réfugiés ont rejoint la Norvège depuis fin février au total, dont un tiers d'enfants. Deux réfugiés sur trois sont installés au domicile de proches. Pour l'instant, une majorité des réfugiés ukrainiens bénéficie de l'aide alimentaire à Oslo, en attendant d'être pris en charge par une commune.

Le 6^{ème} paquet européen de sanctions contre la Russie entre en vigueur.

Le 17 juin, le sixième paquet de sanctions européennes contre la Russie est entré en vigueur en Norvège. Il prévoit notamment l'interdiction des importations de pétrole russe acheminé par voie maritime, ainsi que des périodes transitoires sur le pétrole brut (jusqu'au 5 décembre 2022) et les produits dérivés du pétrole (jusqu'au 5 février 2023). De plus, le ministre du Pétrole et de l'Énergie a déclaré que les compagnies russes sur le plateau norvégien n'obtiendraient pas de nouvelles licences. Suite à cela, la compagnie pétrolière russe, Rosneft, a fermé sa filiale en Norvège RN Nordic Oil. En outre, la Norvège a annoncé que les travaux du Conseil Arctique, qui avaient été suspendus le 3 mars, reprendront sans la Russie. Enfin, en raison de la fermeture des frontières terrestres entre la Norvège et la Russie, deux conteneurs contenant sept tonnes de denrées alimentaires, en provenance de Mourmansk, sont bloqués au poste-frontière de Storskog et ne peuvent pas être acheminés jusqu'à Barentsburg, au Svalbard. L'Ambassade de Russie en Norvège a demandé l'aide du ministère norvégien des Affaires étrangères car elle est inquiète pour la

sécurité alimentaire des 400 ressortissants russes et ukrainiens vivant sur place.

La loi de finances rectificative est adoptée au Parlement.

En négociation depuis le 12 mai, le gouvernement et les socialistes ont annoncé le 14 juin avoir trouvé un compromis sur la loi de finances rectificative. Cette loi a été adoptée par le Storting le 17 juin. 60 Mds NOK (environ 6 Mds€, 1,6% du PIB) ont été ajoutés au budget initial. Le gouvernement ne prélèvera que 1,5 Mds NOK (environ 150M€) dans les budgets d'APD pour l'accueil de réfugiés, contre 4 Mds NOK (400M€) proposés au début des négociations. Le gouvernement adaptera les aides aux voitures électriques en les rendant graduellement décroissantes en fonction du prix du véhicule, et augmentera les subventions en faveur des transports en commun. En revanche, aucune disposition ne sera prise pour contenir la hausse des prix des carburants. S'agissant du plateau continental, l'accord dispose qu'il n'y aura pas de forage à proximité de la banquise.

La Norvège met fin à son contrat avec NHI.

Le 10 juin, la Norvège a rompu le contrat sur la livraison de 14 hélicoptères NH90 passé avec NHI (consortium Airbus, Leonardo et Fokker Aerostructures) au début des années 2000. Sur 14 appareils commandés, la Norvège considère n'en avoir reçu que 8 pleinement opérationnels (sur 13 effectivement livrés). Par conséquent, la Norvège a décidé de rendre les 13 appareils livrés et exigera de NHI le remboursement de 5 Mds NOK (environ 500 millions d'euros), soit moins de 50% du montant des dépenses initiales (11 Mds NOK, soit 1,1 Mrd d'euros). Pour assurer la continuité des missions des garde-côtes, le ministre de la Défense Bjørn Arild Gram a déclaré que les autorités envisageaient des solutions temporaires pour obtenir rapidement de nouveaux hélicoptères (location ou coopération avec les alliés) en attendant une solution durable. En outre, près de 160 militaires qui travaillaient sur les hélicoptères

NH90 avant la rupture du contrat sont désormais inquiets pour leur avenir professionnel.

Equinor va inaugurer un parc éolien offshore au large de Bergen.

Equinor et ses partenaires des plateformes pétrolières de Troll et Oseberg (Petro, TotalEnergies, Shell et ConocoPhillips) vont inaugurer un parc éolien offshore flottant proche de Bergen d'ici 2027. Ces installations pourront couvrir la majeure partie des besoins énergétiques des dites plateformes, et contribuer à l'électrification du plateau continental. En outre, le projet pourrait encourager la Norvège à accélérer les investissements dans l'éolien offshore et fournir

de l'électricité supplémentaire à la région de Bergen.

Equinor verse un montant record d'impôts à l'Etat norvégien.

Le montant des impôts versés par Equinor à l'Etat norvégien a atteint un record absolu au premier trimestre, à 1,2 Md NOK (environ 120M€) par jour, soit 110 Mds NOK (environ 11 Mds€) au total sur le trimestre. À titre de comparaison, ce montant était de 177 Mds NOK sur toute l'année 2021 (17 Mds€). Ces résultats s'expliquent notamment par les prix croissants des hydrocarbures depuis un an, mouvement qui s'est poursuivi et amplifié depuis le déclenchement de la guerre le 24 février 2022.

Suède

L'inflation continue d'atteindre des niveaux record.

L'Office suédois des statistiques (SCB) a annoncé que l'inflation avait atteint 7,2% en mai 2022 en glissement annuel contre 6,4 en avril. L'inflation hors énergie, pour sa part, a atteint 5,4% en mai, en glissement annuel contre 4,5% en avril. Les principaux contributeurs à l'inflation au mois de mai sont l'accroissement du prix de la viande (+4,4% d'inflation au mois de mai), du lait, du fromage et des œufs (+3,5%). Le prix de l'électricité a également augmenté de 4,1% au mois de mai.

Le cadre macroéconomique du budget de printemps revoit les prévisions de croissance à la baisse.

Le ministre des Finances Mikael Damberg a présenté un budget rectificatif mercredi 22 juin au Parlement. Adopté à une très courte majorité (174 députés pour et 173 voix contre), il s'accompagne de prévisions de croissance revues à la baisse. Face à l'inflation galopante et à la hausse des taux d'intérêt qui affectent le pouvoir d'achat des Suédois, le Ministre table sur une croissance de

1,9% en 2022 et de 1,1% en 2023. La reprise ne serait prévue que pour 2024 avec des prévisions de croissance de 2,4%. Ces prévisions sont bien en deçà des chiffres annoncés lors de la première présentation du budget rectificatif au mois d'avril, qui annonçait à l'époque une croissance de 3,1% en 2022 et une croissance ralentie à 1,6% pour 2023.

Le gouvernement interdit l'extraction des hydrocarbures en Suède à partir du 1er juillet 2022.

Le 31 mai, le Parlement a imposé un arrêt total de l'extraction d'hydrocarbures (gaz, pétrole, charbon) en Suède à partir du 1er juillet 2022 comme il l'avait fait pour l'uranium en 2018 sous l'impulsion des Verts. Le Code de l'Environnement et la loi sur les minéraux ont été amendés en ce sens. Selon le gouvernement social-démocrate, cette décision vise à briser toute la chaîne de la dépendance aux fossiles, de l'extraction à l'utilisation, afin que la Suède continue d'être un leader en matière de changement climatique. L'entreprise Igrene, qui projetait d'extraire du gaz naturel du lac Siljan, critique fortement cette décision car elle met fin à leur projet. L'opposition

(droite et extrême droite) critique cette décision qui est prise, selon elle, « au plus mauvais moment » car l'UE doit trouver des alternatives au gaz russe. Actuellement, la Suède n'extraît toutefois pas d'hydrocarbures donc l'impact économique de cette décision est faible.

Nucléaire : l'opposition de droite soutient la construction de nouveaux réacteurs.

Le 1er juin, l'opposition de droite (Modérés) a annoncé souhaiter construire 10 réacteurs nucléaires en Suède et mettre à disposition 40 Mds€ de garanties de crédit publiques pour ces nouvelles tranches. Elles seraient financées à 20 % par levée de capital et 80 % par la dette (prêts garantis par l'État). L'opposition souligne que la consommation électrique nationale va doubler d'ici 2045 et que les réacteurs permettraient de faire face à la demande.

Le gouvernement social-démocrate souligne qu'il est possible aujourd'hui de construire des réacteurs nucléaires et de bénéficier de garanties publiques. Toutefois, le marché n'est pas prêt à investir selon le ministre des marchés financiers Max Elger. Le ministre de l'Énergie et du numérique, Khashayar Farmanbar souligne que le gouvernement ne ferme pas la porte au nucléaire et estime qu'un mix diversifié (éolien, nucléaire, hydroélectricité, biomasse) est nécessaire aujourd'hui.

Le gouvernement approuve le projet du plus grand parc éolien de Suède

Le gouvernement a accordé à l'énergéticien public Vattenfall le permis de construire un parc éolien en mer immense à Kriegers Flak. Située au large de la côte sud de la Suède (dans la zone économique suédoise mais à proximité des zones danoise et allemande), il produira suffisamment d'électricité pour 500 000 foyers chaque année. Une cinquantaine d'éoliennes d'une hauteur totale de 280 mètres produiront environ 2,6 TWh/an d'électricité dès 2028 (2 % de la production électrique totale suédoise). Jusqu'à présent la Suède a privilégié le développement de l'éolien terrestre et ce parc deviendra le 1er grand parc maritime suédois. L'Allemagne et le Danemark ont déjà des parcs éoliens dans la région. Le prix élevé de l'électricité dans le tiers sud de la Suède (lié à la fermeture des quatre réacteurs nucléaires O1, O2,

R1 et R2) permet désormais aux projets offshore d'être rentables dans la région.

Le gouvernement présente un nouveau paquet pour la production nationale d'électricité.

Le 21 juin, le ministre de l'Énergie et du Numérique Khashayar Farmanbar et la ministre du Climat et de l'Environnement Annika Strandhäll ont présenté un nouveau paquet de mesures visant à augmenter la production nationale électrique et retrouver un prix de l'électricité compétitif.

Les mesures proposées concernent avant tout l'éolien, le nucléaire, l'hydroélectricité, le solaire et la cogénération biomasse.

Cette proposition du gouvernement s'inscrit dans le même esprit de dialogue avec l'opposition que l'Accord transpartisan de juin 2016 sur l'énergie. Cet accord visait une sortie du nucléaire dans les années 2040 mais il n'est plus reconnu aujourd'hui par l'opposition de droite qui souhaite construire 10 nouveaux réacteurs nucléaires.

Le gouvernement annonce la création d'un centre national de cybersécurité.

Dans un contexte de risque accru de cyberattaques russes, le ministre des Marchés financiers Max Elger a présenté un ensemble de mesures visant à renforcer la cybersécurité de la Suède. Il a notamment demandé à l'Armée (*Försvarsmakten*) et aux services de renseignement (*SÄPO*) de coopérer pour la mise en place d'un centre national dédié d'ici 2023. Le ministre a également présenté de nouveaux dispositifs visant à renforcer la résilience numérique des entreprises financières, et a chargé l'Autorité de surveillance financière (*Finansinspektionen*) de proposer des mesures supplémentaires.

Ikea réduit encore ses activités en Russie.

L'invasion de l'Ukraine avait mis à l'arrêt les ventes d'Ikea en Russie, Ukraine et Biélorussie depuis le 3 mars dernier. Le géant de l'ameublement en kit a annoncé le 15 juin dernier que la reprise de l'activité semblait impossible dans les conditions actuelles. Ikea prévoit ainsi de vendre quatre de ses usines en Russie et de procéder à d'importants licenciements. Les relations commerciales en Russie et Biélorussie ne reprendront pas, et les

bureaux de Minsk et Moscou seront fermés de façon permanente.

Premier vol mondial avec 100% de carburant durable en Suède.

Le 21 juin, le vol d'essai d'un avion commercial avec 100% de carburant durable (SAF) sur ses deux moteurs a eu lieu entre Malmö et Bromma-Stockholm. Le projet est le fruit d'une coopération entre le constructeur franco-italien ATR, la compagnie aérienne suédoise BRA et le fournisseur de SAF finlandais Neste. Il s'inscrit dans une démarche de certification 100% SAF des avions ATR, que l'entreprise espère achever d'ici 2025.

Un rapport recommande la fermeture de l'aéroport de Bromma d'ici 2035.

Un rapport remis au gouvernement la semaine dernière sur le développement de l'aéroport d'Arlanda, préconise que Bromma soit uniquement utilisé pour des vols dépourvus de combustibles fossiles à partir de 2030, avant une fermeture définitive en 2035. Par ailleurs, il prévoit une hausse d'au moins 60% des usagers des transports publics à destination ou en provenance de l'aéroport d'Arlanda, suggérant ainsi le renforcement des capacités existantes.

Volvo Cars et Northvolt coopèrent pour la production de batteries.

L'entreprise automobile suédoise, filiale du groupe chinois Geely, a annoncé son intention de créer une joint-venture avec le fabricant suédois Northvolt, afin de développer et des batteries pour sa prochaine génération de voitures électriques Volvo et Polestar. Par ailleurs, les deux sociétés ont pour objectif d'établir une « gigafactory » en Europe alimentée à 100% par de l'énergie propre et d'une capacité jusqu'à 50 GWh par an. L'usine devrait générer 3 000 emplois et débiter sa production en 2026. Volvo Cars et Northvolt prévoient également la mise en place d'un centre de R&D en Suède d'ici 2022.

La justice confirme l'exclusion de Huawei du déploiement de la 5G en Suède.

Mercredi 22 juin, la justice suédoise a rejeté l'appel de l'équipementier chinois Huawei, qui contestait son exclusion dans deux cas de déploiement des infrastructures 5G dans le pays. En 2020, la Suède avait décidé, comme le Royaume-Uni, de bannir Huawei de la quasi-totalité des infrastructures nécessaires pour faire fonctionner le réseau 5G, estimant que l'équipementier chinois représentait une menace pour la sécurité nationale. Dans sa décision rendue mercredi, la justice confirme qu'il est justifié de présumer que le recours à Huawei pourrait porter atteinte à la sécurité intérieure suédoise. Les équipements déjà installés doivent être retirés d'ici le 1er janvier 2025.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,3	1,1	2,1	1,4	5,1	-0,8
Danemark	-0,4	2,1	1,1	0,8	4,7	-0,1
Finlande	0,3	2	0,8	0,2	3,5	0,4
Norvège ¹	0	0,8	3,9	0,1	3,9	-1,0
Islande	-0,5	6,6	6,8	4,4	4,3	4,6

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

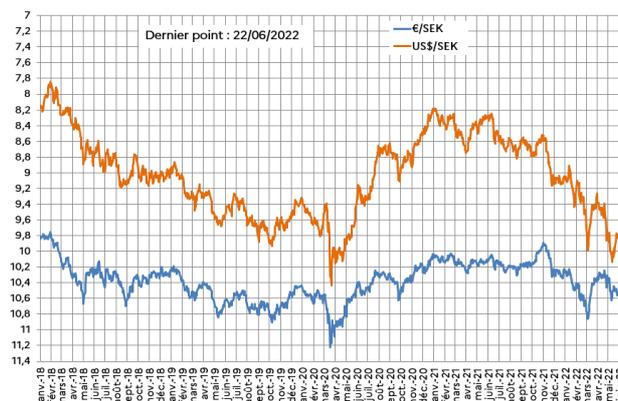
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022
Suède	1,9	2,3	2,5	3,9	2,2	4,7
Danemark	0,6	1,7	2	3,5	1,9	4,8
Finlande	1,1	2,1	1,9	3,1	2,2	4,9
Norvège	2,9	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8
Islande	4,2	4,45	4,3	4,8	4,4	6,2

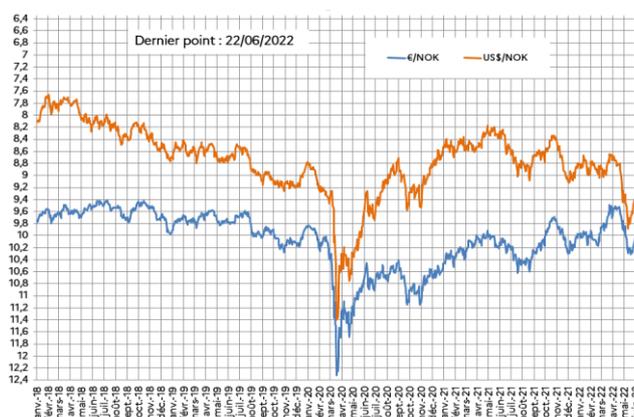
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, A. Duny), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, T. Aubrun), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, A. Marsal, F. Citton) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : alexia.marsal@dgtresor.gouv.fr